Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 67 (2009)

Heft: 3: Entrepreneuriat : innovation et croissance ; Ethique et brevets d'invention : quelles responsabilités?

Artikel: Obstacles à l'entrepreneuriat chez les étudiants des hautes écoles en suisse : des différences régionales?

Autor: Halter, Frank / Baldegger, Rico / Fueglistaler, Urs

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-142299

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

OBSTACLES À L'ENTREPRENEURIAT CHEZ LES ÉTUDIANTS DES HAUTES ÉCOLES EN SUISSE: DES DIFFÉRENCES RÉGIONALES?

FRANK HALTER
Institut Suisse de recherche pour les petites et moyennes entreprises
Université de St-Gall (KMU-HSG), St-Gall, Suisse
frank.halter@unisg.ch

RICO BALDEGGER
Institut Entreprenariat et PME, Haute école de gestion (HEG), Fribourg, Suisse
rico.baldegger@hefr.ch

URS FUEGLISTALLER
Institut Suisse de recherche pour les petites et moyennes entreprises
Université de St-Gall (KMU-HSG), St-Gall, Suisse
urs.fueglistaller@unisg.ch

> L'«International Survey on Collegiate Entrepreneurship 2006» a analysé la force entrepreneuriale dans onze pays en se focalisant sur les étudiants des hautes écoles. Il ressort de cette étude qu'en Suisse, la force entrepreneuriale des étudiants est moins prononcée que dans les autres pays. Dans la mesure où la Confédération veut prendre des mesures d'encouragement à l'entrepreneuriat, la question des obstacles auxquels sont confrontés les étudiants lors de la création d'une entreprise devient cruciale. Si dans la comparaison internationale, la Suisse se situe au bas de l'échelle pour ce qui est de la force entrepreneuriale, soit la création effective d'entreprise ainsi que les projets avancés de création d'entreprises, on note une différence entre les étudiants alémaniques et les étudiants romands: les premiers sont mieux positionnés sur cette même échelle, mais en Suisse romande, l'intention de créer une entreprise est étonnamment haute, ce qui n'est pas le cas en Suisse alémanique.

Dans le domaine de la formation, il est primordial d'aborder des approches qui préparent les entrepreneurs potentiels à la prise de risque sur le plan personnel, et de créer des contextes favorables au développement de nouvelles idées d'affaires. C'est pourquoi le rétablissement de filières de formation interdisciplinaires réunissant les étudiants de différentes facultés et favorisant la collaboration entre les universités, les écoles polytechniques, les hautes écoles spécialisées et les centres de création d'entreprises est essentiel.

1. L'ENTREPRENEURIAT EN SUISSE

Dans un contexte globalisé, la compétitivité à long terme des pays occidentaux industrialisés dépend de l'innovation. La recherche la plus récente émanant du Global Entrepreneurship Monitors (GEM) a montré que la force entrepreneuriale était très variable selon les pays. Avec un taux d'activité entrepreneuriale (TEA)[1] de 6,1%, la Suisse se positionne légèrement en dessous de la moyenne des 35 pays GEM (Volery, Bergmann, Haour, Leleux 2006, p. 10) qui s'élève à 8,4%. L'activité entrepreneuriale en Suisse a ainsi régressé par rapport aux années 2003 (7,4%) et 2002 (7,1%). Si l'on considère les entreprises établies, on peut noter que la Suisse est, après la Grèce, le pays possédant le plus haut taux d'entrepreneurs en Europe.

A la différence du projet GEM, l'«International Survey on Collegiate Entrepreneurship» se focalise sur les étudiants des hautes écoles. La recherche la plus récente réalisée dans onze pays a montré que le taux de création d'entreprise moyen des étudiants inscrits correspondait à 3,2% (cf. figure 1; Fueglistaller, Klandt, Halter 2006)[2], alors que la Suisse affichait un taux de 2,4%. Si l'on ajoute aux créations effectives d'entreprises les éventuels préparatifs tels que la recherche d'information ou autres réalisations concrètes, Fueglistaller, Klandt et Halter parlent de la force entrepreneuriale des étudiants. Sur ce point, la Suisse se situe à l'avant-dernière place dans la comparaison internationale. L'observation des étudiants inscrits dans des filières économiques met en évidence une force entrepreneuriale de 35.4%, alors que la moyenne internationale s'élève à 36.4% et que la force entrepreneuriale de l'Irlande correspond à 40.8%. A la dernière place, on trouve la Hongrie avec un taux de 35.0%.

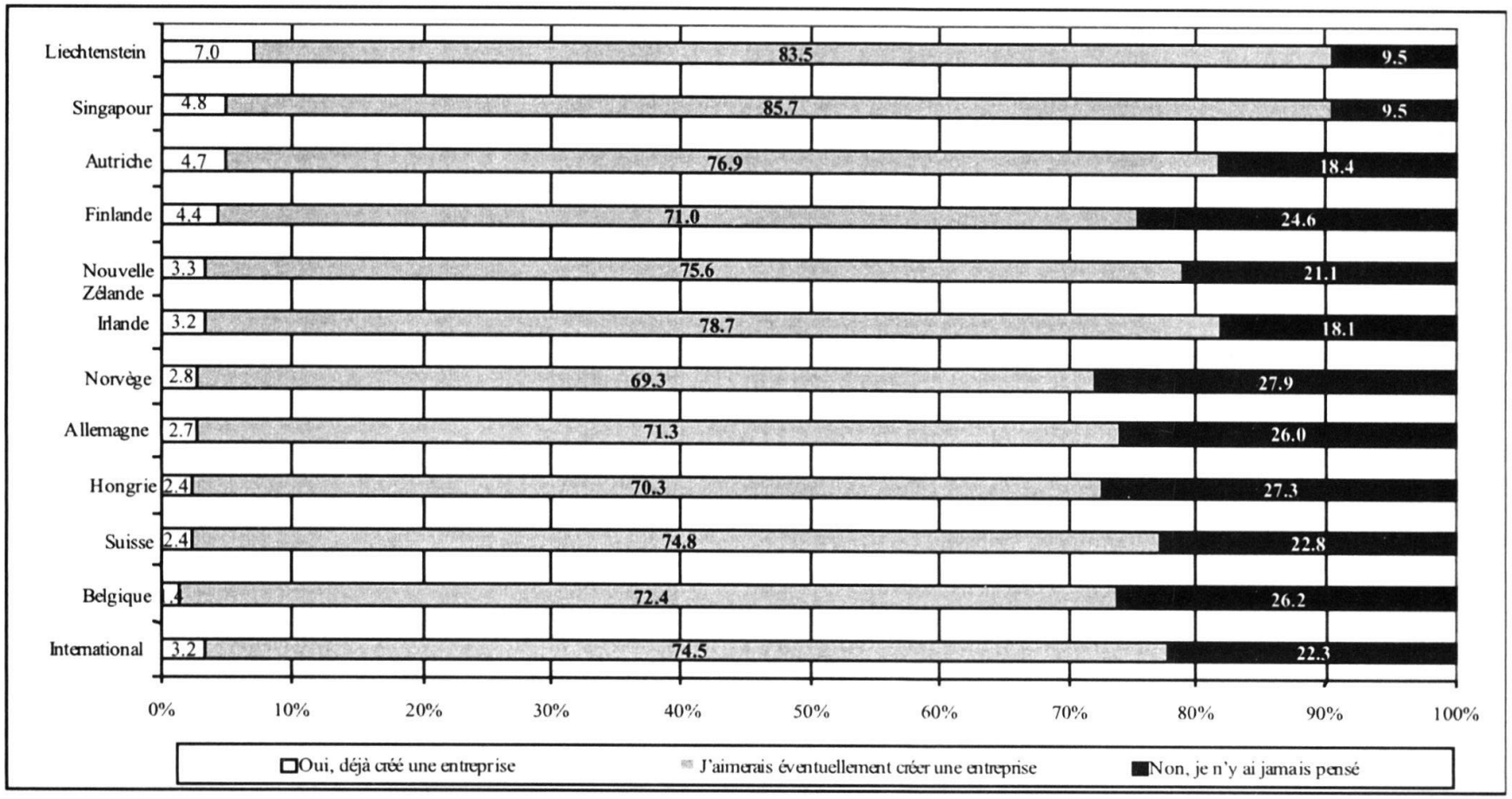
Sur le plan politique, la Suisse poursuit le but d'élever durablement sa force entrepreneuriale. C'est la raison pour laquelle en 2003, le Département fédéral de l'économie (DFE) a défini cinq priorités (Seco 2004). Une de ces priorités consiste à développer l'accompagnement des Start-up (Initiative CTI[3] Start-up) pour élever les chances de départ et de survie des entreprises nouvellement créées. Le programme «venturelab.ch» a été créé dans le cadre de la réalisation de cette priorité. Le but premier de cette initiative consiste à sensibiliser les étudiants des hautes écoles à l'activité entrepreneuriale et à les soutenir activement dans la réalisation de leurs projets. On constate déjà un effet positif dans les domaines techniques (Schmelter 2004, p. 477).

---

1 Le TEA correspond à l'addition du taux d'entrepreneurs émergents et du taux d'entrepreneurs nouveaux.

2 Le projet se base sur une initiative de l'European Business School (ebs) en Allemagne et de l'Institut suisse pour les petites et moyennes entreprises (KMU-HSG). Le projet a pu voir le jour grâce au soutien financier et matériel de la Forschungskommission der Universität St. Gallen, venturelab.ch et l'Information Factory GmbH. La description du projet peut être téléchargée à l'adresse www.isce.ch. Les taux de création d'entreprise par les étudiants avaient déjà été établis précédemment: cf. notamment Fueglistaller, Halter, Blickle u.a.. 2004; Golla, Halter, Fueglistaller, Klandt 2006; Fueglistaller, Halter, Hartl 2003 et 2004. D'autres recherches sont disponibles en langue allemande: Otten 2000; Görisch 2001; Franke, Lüthje 2002; Baum 2001; Kailer 2005; Kailer, Sokolisch 1999; Korunka, Kessler 2005.

3 CTI: Commission pour la technologie et l'innovation



Activités et intentions liées à la création d'entreprise chez les étudiants (Fueglistaller, Klandt, Halter 2006)

2. BUT DE LA RECHERCHE

La Suisse se trouve à l'intersection des cultures germanophone, francophone et italophone. Cette particularité est souvent thématisée lors des décisions politiques, et la différence entre les régions francophone et germanophone est communément appelée «le röstigraben». Malgré la volonté de dépasser cette distinction, le diagnostic d'un comportement électoral différent persiste, notamment lors des votations.

C'est dans ce contexte que nous avons cherché à savoir s'il existe une réelle différence entre Suisse romande et Suisse alémanique dans l'activité entrepreneuriale des étudiants. En Suisse, la question de l'activité entrepreneuriale des étudiants n'avait encore jamais été posée en ces termes.

La première question de recherche porte sur le nombre d'étudiants déjà actifs en tant qu'entrepreneurs (Young Entrepreneurs) dans les deux régions, et sur le degré d'avancement dans le processus de création d'entreprise (Nascent Entrepreneurs) (voir 5.1). La deuxième question concerne les obstacles à la création d'une entreprise perçus par les étudiants avant même d'entreprendre (voir 5.2). La troisième vise plus précisément les obstacles dans le processus de création d'entreprise et cherche à savoir si ceux-ci sont perçus avec la même intensité dans les différentes phases du processus (voir 5.4). Enfin, la quatrième question de recherche cherche à déterminer s'il existe une corrélation entre les obstacles et la force entrepreneuriale des étudiants (voir 5.5).

En conclusion, nous formulerons, sur la base des résultats, des recommandations pour la formation de base et la formation continue.

3. FONDEMENTS THÉORIQUES ET CONCEPTS

3.1 Le processus de création d'entreprise

Le processus de création d'entreprise est analysé de façon différente selon les auteurs (Korunka, Kessler 2005, p. 1056; Mugler, Plaschka 1987; Katz, Gartner 1988). Nous avons choisi de nous baser sur la proposition de Klandt (1984) et avons ainsi pris en compte les étudiants qui n'ont encore jamais eu l'idée de créer une entreprise (catégorie A dans le schéma ci-après) jusqu'à ceux qui, dans le passé, ont été indépendants mais qui aujourd'hui ne le sont plus (catégorie H). Entre les deux, il y a les étudiants qui s'en sont superficiellement (B), relativement concrètement (C) posé la question, les étudiants qui ont abandonné ce projet (D), ceux qui se sont fermement décidés de prendre ce chemin (E), ceux qui se trouvent dans la phase de la réalisation concrète (F) ou qui sont déjà indépendants (G).

Aux phases B à F correspondent diverses démarches concrètes. Même si la volonté de créer une entreprise existe, il est fort possible que rien n'ait encore rien été entrepris de concret dans cette direction. Il se peut aussi que des prototypes ou des services aient été développés. Ces critères servent à vérifier le potentiel et le degré de développement du projet de la création d'une entreprise sur la base des activités de préparation (cf. figure 2).

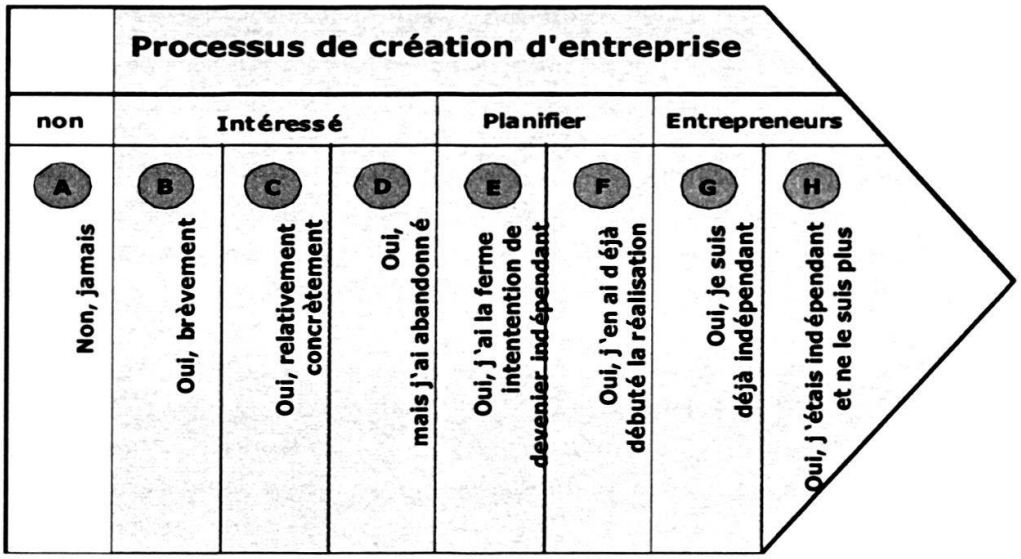


Figure 2: Le processus de création d'entreprise

3.2 Obstacles à la création d'entreprise

Le questionnaire aborde les facteurs d'échec sous forme d'obstacles possibles. Les obstacles sont interprétés comme des facteurs d'influence négatifs sur la force entrepreneuriale des étudiants.

Le premier facteur est la prise de risque. Chaque création d'entreprise comporte des risques; tous les dangers possibles et les difficultés potentielles ne peuvent être anticipés, évités ou indemnisés financièrement en cas de perte. Nous partons de l'hypothèse que le pas vers la création d'entreprise doit être franchi avec courage et conviction, et qu'il dépend d'une tolérance au risque élevée (Douglas, Shepherd 2003, p. 29; Baron 2004, p. 224). Il n'est pas fait de commentaire sur le succès de la création d'entreprise, même si apparemment il n'existe pas de rapport entre la préparation à la prise de risque de l'entrepreneur et le succès de l'entreprise (Kauranen 1994, p. 217).

Le deuxième ensemble de questions a trait au soutien des étudiants entrepreneurs par les parents et le cercle d'amis. La création d'une entreprise sans soutien moral est sans doute possible, mais nous considérons le manque de soutien comme un obstacle à la création d'une entreprise.

Dans une perspective macroéconomique, les conditions économiques jouent un rôle, et il est possible d'en mesurer les aspects tels que le revenu par tête, la situation conjoncturelle, le taux de chômage ou la politique économique (par ex. Volery, Bergmann, Haour, Leleux 2006, p. 14). Dans la présente étude, les conditions économiques sont définies par la situation conjoncturelle et économique à l'échelle nationale. Nous attendons donc une corrélation négative entre les conditions économiques et la force entrepreneuriale, dans le sens où nous supposons que la pression de la démarche de la création d'entreprise sera moins élevée dans une bonne situation économique que dans des conditions difficiles.

Dans une perspective orientée vers les ressources, la disponibilité du capital est considérée comme une ressource centrale. En effet, même la création d'une petite entreprise de services personnels requiert de petits investissements, pour lesquels des fonds propres ou étrangers

doivent être disponibles. Nous supposons que la force entrepreneuriale est amoindrie par le manque de fonds propres ou étrangers, dans la mesure où ce manque représente un frein.

4. MÉTHODE

La récolte des données a eu lieu dans le cadre de l' «International Survey on Collegiate Entrepreneurship 2006». Entre avril et mai 2006, 8'816 questionnaires remplis ont été générés au moyen d'un questionnaire en ligne dans 6 universités, 2 écoles polytechniques et 24 hautes écoles spécialisées de Suisse. Dans la plupart des hautes écoles, nous avons pu contacter par écrit tous les étudiants de tous les semestres, et les motiver à participer à l'étude. Nous avons d'abord observé l'échantillon selon la région linguistique, puis selon la langue maternelle. Dans cet article, nous nous focalisons sur les groupes qui apparaissent en gris clair dans le tableau ci-après, à savoir les étudiants qui poursuivent leurs études en Suisse romande et qui sont de langue maternelle française (Ia), et les étudiants en Suisse alémanique qui sont de langue maternelle allemande (IIb). Ainsi, comme le met en évidence la figure 3, 6'734 étudiants interrogés sont inscrits dans des hautes écoles en Suisse alémanique, dont 6'035 ont aussi l'allemand comme langue maternelle. D'autre part, des 2'082 étudiants inscrits dans des hautes écoles en Suisse romande, 1'554 déclarent le français comme langue maternelle.

		Langue maternelle			Total
		a) Allemand	b) Français	c) Autres	
Régions linguistiques	I) Suisse alémanique	Ia): 89,6% n=6'035	Ib): 2,4% n=162	Ic): 8,0% n=537	100% n=6'734
	II) Suisse romande	IIa): 13,4% n=278	IIb): 74,6% n=1'554	IIc): 12,0% n=250	100% n=2'082
	Total	71,6% n=6'313	19,5% n=1'716	8,9% n=787	100% n=8'816

Figure 3: Distinction selon les régions linguistiques

Si l'on observe l'échantillon en fonction des deux régions linguistiques, on constate que la structure interne est comparable (cf. annexe); aucune différence essentielle n'apparaît en lien avec l'âge moyen des étudiants, la répartition selon le sexe et le fait que quelqu'un ait déjà participé ou non à un cours sur l'entrepreneuriat. Une petite différence apparaît cependant en ce qui concerne le niveau d'études; l'échantillon romand contient plus d'étudiants du niveau bachelor que l'échantillon alémanique. Les étudiants en master et en dernière année sont quelque peu surreprésentés dans l'échantillon de la Suisse alémanique.

5. RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

5.1 Activités et intentions liées à la création d'entreprise

L'implication des étudiants dans le processus de création d'entreprise apparaît différencié. Le tableau qui suit offre un aperçu de l'étendue de cette implication. Force est de constater que les étudiants n'ayant encore jamais réfléchi à l'idée de créer une entreprise sont plus nombreux en Suisse romande. Si l'on compare les deux groupes selon la langue maternelle, la différence s'accentue encore. 28,6% (IIb) des Romands francophones et 21,8% (Ia) des

Suisses alémaniques germanophones n'ont encore jamais réfléchi à l'idée de devenir indépendant. Si l'on observe les taux de création d'entreprise correspondants, on remarque, par contre, que la différence entre les deux régions linguistiques n'est pas fondamentale. En Suisse alémanique, 1,5% et en Suisse romande 1,2% des étudiants interrogés ont déjà créé une entreprise qu'ils exploitent encore.

	A: Non, jamais	B: Oui, brièvement	C: Oui, relativement concrètement	D: Oui, mais j'ai changé d'avis	E: Oui, j'ai la ferme intention de devenir indépendant	F: Oui, j'en ai déjà débuté la réalisation	G: Oui, je suis déjà indépendant	H: Oui, j'étais indépendant et ne le suis plus
Ia) Suisse alémanique germanophone	21,8%	50,8%	10,4%	7,7%	5,4%	1,4%	1,5%	1,0%
IIb) Suisse romande francophone	28,6%	41,2%	13,3%	3,9%	10,2%	1,2%	1,2%	0,4%
Tous les étudiants	22,8%	48,1%	11,5%	6,9%	6,7%	1,5%	1,4%	1,0%

Figure 4: Comparaison des créateurs et non-créateurs d'entreprise

Le degré de concrétisation de la phase B à F peut être développé à différents niveaux. Le tableau ci-dessous offre un aperçu du degré de concrétisation des intentions de créer sa propre entreprise (des réponses multiples étaient possibles).

La moitié des étudiants n'a encore absolument rien entrepris pour concrétiser leur idée d'affaires. Selon une première évaluation, 56,7% des étudiants de langue française en Suisse romande contre 50,5% des étudiants germanophones en Suisse alémanique avouent n'avoir encore rien entrepris. Il est intéressant de noter toutefois qu'en Suisse romande, un nombre plus élevé d'étudiants entreprend des activités dont le caractère concret et l'engagement apparaissent plus importants. Les étudiants suisses alémaniques avouent qu'ils ont davantage réfléchi aux premières opportunités d'affaires et les ont mises par écrit, ou ont conduit les tout premiers entretiens avec des partenaires financiers potentiels. Quant aux étudiants romands, ils avouent avoir déjà formulé un plan d'affaires, recherché de la documentation concrète ou disposer du prototype d'un produit ou d'un service.

	Rien entrepris	Identifié les premières opportunités d'affaires	Répertorié par écrit les premières opportunités d'affaires	Formulé un plan d'affaires	Collecté des informations relatives à la création d'entreprise	Participé à des cours sur la création d'entreprise	Conduit des entretiens avec des investisseurs potentiels	Fixé la date de création de l'entreprise	Développé un prototype du produit/service
Ia) Suisse alémanique germanophone (n=4'592)	50,5%	45,9%	12,0%	5,1%	8,9%	4,8%	2,2%	1,3%	4,8%
IIb) Suisse romande francophone (n=1'093)	56,7%	32,9%	9,1%	6,7%	16,7%	9,7%	1,5%	0,8%	7,6%
Tous les étudiants (n=6'641)	51,1%	43,5%	11,5%	5,7%	10,9%	5,9%	2,4%	1,3%	5,7%

Figure 5: Degré de concrétisation de l'intention de créer une entreprise

5.2 Les obstacles dans les deux régions linguistiques

Les étudiants ont dû prendre position par rapport à 15 obstacles potentiels à la création d'une entreprise, ceci à l'aide d'une échelle de Likert à 6 degrés, où 1 correspondait à de très petits obstacles et 6 à de très grands obstacles.

Si l'on se concentre tout d'abord sur la dernière colonne de la figure 6, on peut constater que la disponibilité de fonds propres de même que la préparation à la prise de risque financière personnelle figurent en première place. Ceci peut signifier soit que les étudiants ne disposent pas de capital, soit, s'ils en possèdent, qu'ils ne souhaitent pas l'investir dans un projet peu sûr. Il est étonnant que le manque d'une véritable idée d'affaires apparaisse déjà à la troisième place, avant la possibilité de disposer de capital étranger. Cela signifie que les étudiants disposent d'une bonne formation et de bonnes connaissances de leur branche, mais qu'ils ont de la peine à identifier les besoins concrets sur le marché. Cette remarque se confirme puisque le manque de qualification entrepreneuriale et le manque de contacts, comme par exemple avec des partenaires ou des clients, ne figurent que plus loin dans la liste. A la dernière place, on trouve, d'une part, l'évaluation macroéconomique comme celle de la conjoncture, ou le contexte économique, et, d'autre part, les obstacles personnels comme le temps disponible ou le soutien de la famille et des amis.

Obstacles	moyenne Suisse alémanique germanophone (Ia, n=6'035)	moyenne Suisse romande francophone IIb, n=1'554)	Test T (sgnif)	Différence des moyennes	moyenne tous les étudiants (n=8'825)
Manque de fonds propres	4,55	4,57	0,524	0.02	4,55
Risque financier personnel	4,56	4,42	0,000*	0.14	4,51
Manque de la bonne idée d'affaires	4,35	4,09	0,000*	0.26	4,27
Manque de capital étranger	4,29	4,00	0,000*	0.29	4,23
Manque de contact avec la clientèle potentielle	4,05	4,11	0,083	0.06	4,07
Réticence à la prise de risque	3,96	3,77	0,000*	0.19	3,92
Manque de know-how (p. ex. dans les domaines juridique ou fiscal)	3,85	3,96	0,003*	0.11	3,88
Manque de bons partenaires dans la création de l'entreprise	3,70	4,12	0,000*	0.42	3,80
Manque de qualification entrepreuneuriale	3,66	3,93	0,000*	0.27	3,72
Tracasseries administratives	3,62	3,65	0,482	0.03	3,63
Peur de l'échec	3,63	3,53	0,024*	0.10	3,60
Situation conjoncturelle	3,27	3,81	0,000*	0.54	3,39
Manque de temps	3,33	3,58	0,000*	0.25	3,39
Situation économique	3,19	3,87	0,000*	0.68	3,34
Soutien de la famille et des amis	2,48	2,75	0,000*	0.27	2,56

Figure 6: Les obstacles (comparaison des moyennes)

Une deuxième observation met en évidence des différences d'appréciation hautement significatives ($p < 0.001$) pour 10 des 15 obstacles, et une différence très significative ($p < 0.01$) entre la Suisse alémanique et la Suisse romande. Si l'on observe la différence des moyennes, on constate que la plus grande différence concerne la situation macroéconomique. Les étudiants suisses romands évaluent la situation économique comme fondamentalement plus mauvaise que les étudiants suisses alémaniques. De la même manière, une grande différence apparaît dans la perspective de trouver le bon partenaire; en Suisse romande, la situation est telle qu'il est important d'agir. En Suisse alémanique, le manque de qualification entrepreneuriale, le manque de temps ainsi que le soutien de la famille et des amis sont considérés comme des obstacles moins importants que chez les collègues romands. Inversement, ceux-ci considèrent le manque de la bonne idée d'affaires de même que le manque de capital étranger comme de plus grandes entraves que les étudiants romands.

5.3 L'analyse factorielle des obstacles

Dans un deuxième temps, nous avons réduit les 15 items à quatre facteurs. L'indice KMO correspond à 0.788 et la variance expliquée à 54.0%. Le test de Bartlett montre un niveau

de signifiance de 0.000. Un premier facteur décrit les conditions économiques et comprend l'évaluation de la situation conjoncturelle ainsi que le contexte économique. L'Alpha de Cronbach correspond à 0.8458 et peut être considéré comme très bon. Le deuxième facteur décrit la disponibilité du capital et comprend les items de disponibilité des fonds propres et étrangers de même que le risque financier personnel (3 items). L'Alpha de Cronbach correspond à un bon 0.7557. Le troisième facteur concerne la prise de risque. Il s'agit de la réticence à la prise de risque, la peur des dettes (risques financiers personnels) mais aussi le manque de la bonne idée d'affaires (3 items). Le quatrième facteur correspond à la liberté d'action et comprend les items soutien de la famille et des amis, manque de temps et la qualification entrepreneuriale (3 items). Les deux derniers facteurs montrent un Alpha de Cronbach de 0.5951 et 0.5708, valeurs qui se situent juste en dessous de la valeur suffisante de 0.6.

5.4 Les facteurs dans la comparaison régionale et le processus de création d'entreprise

Le tableau ci-dessous présente les quatre facteurs formés à partir des obstacles dans le processus de création d'entreprise, en mettant en évidence la distinction entre Suisse alémanique et Suisse romande. Nous avons résumé les étapes du processus présentées dans les figures 2 et 4 et distinguons: les étudiants qui n'ont encore jamais pensé à créer leur propre entreprise (non), les étudiants qui ont manifesté un intérêt mais qui n'ont encore rien entrepris dans ce sens (intérêt), les étudiants qui ont déjà initié les premières étapes de concrétisation (plan) et finalement les étudiants qui sont déjà actifs en tant qu'entrepreneurs ou qui l'ont été dans le passé.

Facteurs des obstacles	Etapes de création d'entreprise (g16_4kat)	Ia) Suisse alémanique germanophone (n=6'035)	IIb) Suisse romande francophone (n=1'554)	Test T (sgnif)	Tous les étudiants (n=8'825)
Disponibilité du capital	Total	4,47	4,33	0,000*	4,43
	Non	4,60	4,33	0,000*	4,52
	Intérêt	4,46	4,35	0,002*	4,44
	Plan	4,20	4,29	0,319	4,23
	Entrepreneur	4,11	3,68	0,064	4,03
Conditions économiques	Total	3,23	3,84	0,000*	3,37
	Non	3,46	4,00	0,000*	3,61
	Intérêt	3,20	3,82	0,000*	3,32
	Plan	3,00	3,58	0,000*	3,20
	Entrepreneur	2,81	3,74	0,000*	3,00
Prise de risque	Total	3,98	3,80	0,000*	3,93
	Non	4,27	3,96	0,000*	4,17
	Intérêt	3,97	3,78	0,000*	3,93
	Plan	3,40	3,50	0,423	3,47
	Entrepreneur	3,30	3,55	0,333	3,37
Liberté d'action	Total	3,16	3,42	0,000*	3,22
	Non	3,40	3,56	0,001*	3,44
	Intérêt	3,13	3,39	0,000*	3,19
	Plan	2,80	3,24	0,000*	2,97
	Entrepreneur	2,99	3,11	0,604	3,02

Figure 7: Valeurs moyennes des indicateurs

La dernière colonne montre que les trois obstacles disponibilité du capital, conditions économiques de même que la prise de risque perdent en signifiance à mesure que l'on avance dans le processus de création de l'entreprise. Il est toutefois intéressant de noter que ce n'est pas le cas de la liberté d'action; en effet, même si les différences sont faibles, les étudiants entrepreneurs jugent à nouveau ce facteur comme une restriction, davantage que les étudiants engagés dans les premières étapes de concrétisation. En conclusion, on peut dire que globalement, les obstacles sont perçus comme d'autant plus faibles que les étudiants sont avancés dans le processus.
Si l'on observe de plus près les différences entre les deux régions, on peut noter que le facteur des conditions économiques est jugé plus négativement dans toutes les étapes du processus de création d'entreprise en Suisse romande, ceci de manière significative. La liberté d'action est jugée plus mauvaise dans trois des quatre phases par les étudiants romands. En ce qui concerne la disponibilité du capital et la prise de risque, les différences ne sont significatives que dans les deux premières phases.

5.5 Corrélation des facteurs avec la force entrepreneuriale

Nous avons finalement observé les quatre obstacles relativement à leur influence sur la force entrepreneuriale, ceci en recourant à une sorte d'index basé sur une combinaison entre les résultats des figures 4 et 5 (cf. Fueglistaller, Halter 2006 et annexe sou 6.2). Pour ce faire, nous avons effectué une analyse des corrélations (cf. figure 7). Cette analyse porte sur l'échantillon complet, à savoir les étudiants de la Suisse alémanique et de la Suisse romande.

	Corrélations avec l'activité de création d'entreprise (variable: grue_idx)	**Suisse alémanique germanophone n=6'035**	**Suisse romande francophone n=1'554**	**Toute la Suisse n=8'816**
Obstacles	Disponibilité du capital	-0.077**	-0.040	-0.076**
	Conditions économiques	-0.109**	-0.149**	-0.101**
	Prise de risque	-0.191**	-0.159**	-0.174**
	Liberté d'action	-0.104**	-0.094*	-0.093**

Figure 8: Analyse des corrélations avec la force entrepreneuriale des étudiants
*(** = signifiance des deux côtés sur un niveau de 1%; * = signifiance des deux côtés sur un niveau de 5%)*

Même si le manque de capital correspond le plus souvent à l'obstacle le plus important pour les étudiants, la corrélation négative avec la force entrepreneuriale est très faible.
L'obstacle montrant la corrélation négative la plus élevée est la prise de risque, où la corrélation chez les étudiants suisses alémaniques germanophones est plus élevée que chez les étudiants suisses romands francophones. Inversement, on note une corrélation plus élevée en Suisse romande francophone pour ce qui est des conditions économiques. La liberté d'action est de manière évidente plus significative chez les étudiants suisses alémaniques germanophones.

6. SYNTHÈSE ET RECOMMANDATIONS

Nous avons pu observer des différences entre la Suisse romande et la Suisse alémanique dans l'activité et l'intention liées à la création d'entreprise chez les étudiants des hautes écoles. Les obstacles perçus diffèrent selon l'importance qu'on leur accorde et selon leur corrélation avec la force entrepreneuriale. Par conséquent, dans la pratique, se pose la question de la forme que doit prendre le soutien et l'encouragement à la création d'entreprise.

Le soutien financier pourrait représenter un point de départ; or, il se trouve que la corrélation diagnostiquée avec la force entrepreneuriale est faible. Ce résultat soutient notre conviction qu'il y a, en Suisse, un important capital à disposition et que celui-ci pourrait fort bien être investi dans des idées d'affaires porteuses. Le manque de moyens financiers, bien que souligné par les étudiants, n'est donc pas déterminant dans la création d'une entreprise.

Un soutien dans l'accompagnement du processus de création d'entreprise est envisageable et répond à une demande des étudiants entrepreneurs. Toutefois, ce soutien ne peut se faire que de manière sélective et doit uniquement se concentrer sur des projets concrets qui ont du potentiel. Cette approche est proposée en Suisse par la Confédération à travers venture.lab (www.venturelab.ch) et CTI-Startup (www.ctistartup.ch). Il faut préciser toutefois que ces soutiens se concentrent sur des entreprises à forte composante technologique.

D'un point de vue didactique, l'encouragement à la créativité et au développement d'une prise de risque saine représente à nos yeux un important défi. C'est pourquoi il s'avère nécessaire de développer une nouvelle forme d'aide, car les projets de start-up qui n'appartiennent pas au secteur des technologies de pointe ont besoin d'un autre réseau. Le manque de préparation à la prise de risque et le manque de contextes favorables à la créativité restent des obstacles de taille à l'émergence des idées et à leur réalisation.

Si, à l'avenir, l'aspiration au statut d'indépendant combinée à un contexte favorable à la créativité peut être le moteur du comportement entrepreneurial des étudiants, la créativité doit avant tout être encouragée en Suisse romande. Or la formation classique orientée vers la transmission de connaissances spécialisées joue plutôt un rôle de frein; en effet, les concepts et instruments appris par cœur ne favorisent pas l'action. Il s'avère donc urgent d'exploiter d'autres voies didactiques incitant à l'indépendance de pensée pour donner un élan à la créativité. Ceci d'autant plus que l'entrepreneuriat suppose des procédés fortement orientés vers l'action. Les résultats soulignent que le savoir interdisciplinaire, qui correspond à une forme de savoir hautement complexe, doit être développé chez les étudiants. Dès lors, la question se pose de savoir comment l'entrepreneuriat peut être encouragé dans les hautes écoles. Il faut offrir aux étudiants des plates-formes où la créativité peut être encouragée et vécue, et où la préparation à la prise de risque peut se développer. Il faut ensuite travailler sur la motivation à travers des études de cas interdisciplinaires (Baldegger 2008), en s'assurant de transmettre un sain mélange de succès et d'engagement, sans omettre les périodes de vaches maigres. On ne doit ni transmettre de la crainte, ni faire miroiter des gains énormes.

La préparation à la prise de risque doit être développée. Il ne s'agit pas d'encourager un comportement de «gambler», mais de développer une personnalité responsable ayant de l'initiative. D'un point de vue théorique, il s'agit d'évoluer d'une Shareholder-Approach vers une Stewardship-Approach. D'un point de vue didactique, il importe de développer des plates-formes spécifiques qui ne soient pas centrées sur les notes et des exposés d'intervenants, mais orientées vers une pensée interdisciplinaire combinée à de l'expérimentation.

L'efficacité des dispositifs d'encouragement à l'entrepreneuriat peut être élevée si, à côté du savoir spécialisé, les compétences nécessaires à la création d'entreprise sont augmentées chez les étudiants – «individualistic entrepreneurial education» (Laukkanen 2000), de même qu'une autre image de l'enseignant véhiculée. Ceci amènerait les hautes écoles à fonctionner comme un point d'ancrage entre l'éducation, la recherche scientifique et son transfert dans l'économie, et comme donneur d'impulsion, – une dynamo entrepreneuriale – pour les régions et pour la Suisse (Audretsch, Philipps 2007). Car en tant que catalyseur de différents systèmes, une haute école met en relation non seulement la science et l'économie, mais également les vastes domaines du système éducatif. C'est pourquoi, un encouragement à l'entrepreneuriat doit être instauré le plus tôt possible (youth entrepreneurship), soit avant même l'entrée dans une haute école.

La présente étude montre que le potentiel entrepreneurial existe, mais qu'il est insuffisamment exploité, que des projets intéressants régionaux existent aussi mais qu'ils sont marginaux et finalement qu'il existe des différences régionales dans les comportements liés à la création d'entreprise. D'un point de vue *organisationel et stratégique*, nous proposons d'une part une décentralisation du programme Venturelab, et d'autre part, un élargissement des projets de création d'entreprise à faible composante technologique.

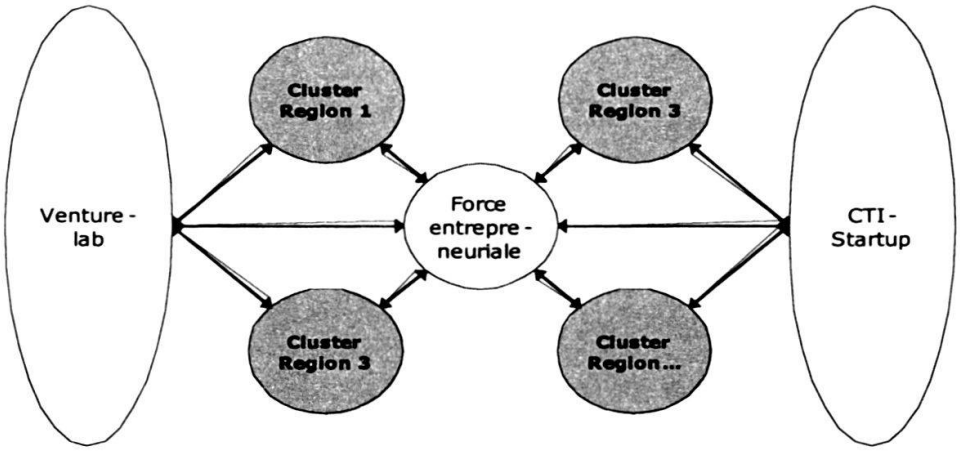


Figure 9: Décentralisation et clusters du programme Venturelab

La décentralisation permettrait d'élaborer davantage de projets de création d'entreprise dans le réseau régional scientifique et économique et de forcer la collaboration entre les universités et les hautes écoles spécialisées d'une région, condition sine qua non de l'exploitation du potentiel entrepreneurial régional. Le potentiel entrepreneurial d'une région ne devrait pas uniquement être focalisé sur des créations d'entreprises à haute composante technologique. Une recherche de P.-A. Julien (2002) en collaboration avec l'OCDE a aussi montré que les entreprises à croissance rapide, appelées gazelles par l'auteur de la recherche, n'étaient pas forcément des entreprises high-tech. L'élargissement du soutien (coaching et filières de formation) à des projets à moyenne, voire faible, composante technologique permettrait de générer un bon nombre de projets. Ainsi, davantage d'étudiants pourraient être intégrés dans des projets de création d'entreprise. Le nombre de projets régionaux serait ainsi fortement dynamisé. Ceci exige toutefois la création de filières de formation interdis-

ciplinaires dans les orientations des études de bachelor et de master, ainsi qu'un nombre plus important de projets de recherche interdisciplinaires sur les thèmes de la formation à l'entrepreneuriat et la création d'entreprise.

ANNEXES

6.1 Caractéristiques/ structure de l'échantillon

Annexe 1

6.2 L'index de la force entrepreneuriale

La construction de l'index se fonde sur deux questions du questionnaire utilisé. La première cherche à savoir si les étudiants avaient déjà pensé à l'éventualité de mener une existence indépendante sur le plan professionnel. Les réponses à cette question (une seule réponse possible) ont été pondérées dans le tableau ci-dessous.

	Suisse romande (n=2'082) (part in % et n=)	Suisse alémanique (n=6'734) (part in % et n=)	Total (n=8'825) (part en % et n=)
Âge moyen	24,14 ans	25,06 ans	24,84 ans
Niveau d'études:	n=2'082	n=6'734	n=8'825
Bachelor	74,6%	50,7%	56,4%
Master	19,1%	39,8%	34,9%
PhD	6,2%	9,5%	8,7%
Forme des études:	n=2'082	n=6'734	n=8'825
Études à plein temps	80,6%	85,6%	84,4%
Études à temps partiel	19,4%	14,4%	15,6%
Cours sur l'entrepreneuriat:	n=2'082	n=6'734	n=8'825
Non	69,8%	72,9%	72,2%
Oui	22,2%	20,6%	21,0%
Non offert	7,9%	6,4%	6,8%
Sexe:	n=2'082	n=6'734	n=8'825
Hommes	58,5%	64,1%	62,8%
Femmes	41,5%	35,9%	37,2%
Langue maternelle:	n=1'832	n=6'197	n=8'036
Français	84,8%	2,6%	21,4%
Allemand	15,2%	97,4%	78,6%

Annexe 2

Dans un deuxième temps, nous avons demandé aux créateurs d'entreprise potentiels quelles activités concrètes ils avaient déjà entreprises, susceptibles de les mener à la création d'une entreprise (cf. figure 5). Plusieurs réponses étaient possibles et nous les avons évaluées comme suit:

Possibilité de réponse	Pts	Type de créateur d'entreprise
Non, jamais	1	Non-créateur
Oui, brièvement	3	Créateur potentiel
Oui, relativement concrètement	3	Créateur potentiel
Oui, mais j'en suis revenu	3	Créateur potentiel
Oui, j'ai la ferme intention de devenir indépendant	5	Créateur potentiel avancé
Oui, j'en ai déjà commencé la réalisation	5	Créateur potentiel avancé
Oui, je suis déjà indépendant	10	Créateur
Oui, j'étais indépendant mais ne le suis plus	10	Créateur

Annexe 3

Le nombre de points minimum qu'un étudiant peut obtenir est 1 (non-créateur qui n'a encore jamais pensé à devenir indépendant) et le nombre maximum est 10 (étudiant qui a déjà créé une entreprise). Sur la base des valeurs moyennes des différentes hautes écoles ainsi que des pays, l'index a été calculé sur une valeur maximale de 100.

Possibilités de réponse	Pts	Degré de concrétisation de l'activité
Rien entrepris	0	Inexistant
Identifié les premières opportunités d'affaires	0.25	Faiblement élevé
Répertorié les premières opportunités d'affaires par écrit	0.25	Faiblement élevé
Collecté des informations relatives à la création d'entreprise	0.25	Faiblement élevé
Participé à des cours relatifs à la création d'entreprise	0.25	Faiblement élevé
Formulé un businessplan	0.75	Relativement haut
Fixé la date de création de l'entreprise	0.75	Relativement haut
Conduit des entretiens avec des investisseurs potentiels	0.75	Relativement haut
Développé un prototype du produit/service	0.75	Relativement haut

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Audretsch, D., Philips, R. J. (2007): Entrepreneurship, State Economic Development Policy, and the Entrepreneurial University, Max Planck Institute of Economics: Group Entrepreneurship, Growth and Public Policy, Discussion Papers.

Baldegger, R. (2008): Entrepreneurial Strategy and Innovation, Growth-Publisher, Fribourg/Bern/New York.

Baron, R. A. (2004): The cognitive perspecitve: a valuable tool for answering entrepreneurship's basic "why" questions, *Journal of Business Venturing*, vol. 19. pp. 221-239.

Baum, B. (2001): Existenzgründungspotenziale am Rhein Ahr Campus, article pas publié, (sans date).

Douglas, E. J., Shepherd, D. A. (2003): Selbständigkeit als Karrierewahl: Einstellungen, unternehmerische Absichten und Nutzenmaximierung. *Zeitschrift für Klein- und Mittelunternehmen*, vol. 1, pp. 26-39.

Franke, N., Lüthje, C. (2002): Studentische Unternehmensgründungen - dank oder trotz Förderung, *Schmalenbachs Zeitschrift für Betriebswirtschaftliche Forschung*, vol. 54, Mars, pp. 96-112.

Fueglistaller, U., Klandt, H., Halter, F. (2006): International Survey on Collegiate Entrepreneurship 2006, Schweizerisches Institut für Klein- und Mittelunternehmen der Universität St.Gallen, St.Gall.

Fueglistaller, U., Halter, F., Blickle, D. (2004): Swiss Survey on Collegiate Entrepreneurship 2004: Auswertung einer Erhebung an sechs Schweizer Universitäten und Fachhochschulen, St. Gall.

Fueglistaller, U., Halter, F., Hartl, R. (2004): Unternehmertum im universitären Umfeld, *Zeitschrift für Klein- und Mittelunternehmen. Internationales Gewerbearchiv*, vol. 52, n° 1/2004, pp. 15-31.

Fueglistaller, U., Halter, F., Hartl, R. (2003): Ansätze zur zielgerichteten Entrepreneurship-Förderung an Universitäten, 7. Interdisziplinäre Jahreskonferenz zur Gründungsforschung 2003, München, du 5. au 7. Novembre 2003.

Golla, S., Halter, F., Fueglistaller, U., Klandt, H. (2006): Gründungsneigung Studierender - Eine empirische Analyse in Deutschland und der Schweiz, dans: *Achleitner, A., Klandt, H., Koch, L., Voigt, K. (Eds), Jahrbuch Entrepreneurship 2005/20*, Gründungsforschung und Gründungsmanagement, Springer, Berlin, pp. 209-237.

Görisch, J. (2001): Studierende und Selbständigkeit, dans: *Klandt, H., Weihe, H. (Eds), Gründungsforschungs-Forum 2001*, Köln, pp. 17-33.

Julien, P.A. (dir.) (2002): Les PME à forte croissance: cas de 17 gazelles dans huit régions du Québec, Presses de l'Université du Québec, Québec.

Kailer, N. (2005): Konzeptualisierung der Entrepreneurship Education an Hochschulen: Empirische Ergebnisse, Problemfelder und Gestaltungsansätze, *Zeitschrift für KMU und Entrepreneurship*, vol. 53, N° 3, pp. 165-184.

Kailer N., Sokolish, K. (1999): Auswahlverhalten, Beweggründe, hemmende und fördernde Faktoren des Studiums im FH-Studiengang - Unternehmensführung für die mittelständische Wirtschaft, Wien.

Katz, J. A., Gartner, W.B. (1988): Properties of emerging organizations, *Academy of Management Review*, vol. 13, pp. 429-441.

Kauranen, I. (1994): Charakterzüge der Unternehmerpersönlichkeit im alltäglichen Verhalten, *Zeitschrift für Klein- und Mittelunternehmen (IGA)*, vol. 42, N° 4, pp. 217-231.

Klandt, H. (1984): Aktivität und Erfolg des Unternehmungsgründers: Eine empirische Analyse unter Einbeziehung des mikro-sozialen Umfeldes, Eul Verlag, Bergisch Gladbach.

Korunka, C., Kessler, A. (2005): Prädikatoren der Realisierung von Unetnehmensgründungen: Eine Längsschnittanalyse, *Zeitschrift für Betriebswirtschaf*, vol. 75, N° 11, pp. 1053-1075.

Laukkanen, M. (2000): Exploring alternative approaches in high-level entrepreneurship education: Creating micromechanisms for endogenous regional growth, *Journal of Regional Development and Entrepreneurship*, vol. 12, N° 1, Janvier, pp. 25-47.

Mugler, J., Plaschka, G. (1987): Stand und Perspektiven der empirischen Gründungsforschung in Österreich, *Journal für Betriebswirtschaftslehre*, N° 4, pp. 156f.

Otten, C. (2000): Einflussfaktoren auf Nascent Entrepreneurs an Kölner Hochschulen, Arbeitspapier Nr. 2000-03, Universität Köln, Köln.

Schmelter, A. (2004): Entwicklungsverläufe forschungsnaher Unternehmensgründungen und deren Determinanten, *Die Betriebswirtschaft*, vol. 64, N° 4, pp. 471-486.

Seco (2004): Damit aus Ideen Unternehmen werden, Präsentation der Task-Force KMU, Staatssekretariat für Wirtschaft, Bern.

Volery, T., Bergmann, H., Haour, G., Leleux, B. (2006): GEM - Global Entrepreneurship Monitor, Bericht 2005 zum Unternehmertum in der Schweiz und weltweit, St. Gall et Lausanne.